

- TOUR D'HORIZON (SUCCINCT) DE LA SITUATION DANS LE PAYS DE RETZ -

TRANSPORTS

Train

Le rapport Spinetta, base des projets gouvernementaux, touche à l'emploi des cheminots, mais va également concerner les élus, les usagers, les petits commerces et les entreprises, ou du moins l'activité économique des régions concernées. Une question qui peut rassembler sur un même objectif : le maintien des « petites » lignes ferroviaires.



L'intérêt écologique est également en jeu : moins de voitures sur les routes, c'est moins d'émission de carbone.

Quel avenir pour la ligne Pornic/Nantes si le projet gouvernemental aboutit ? Noir, très noir... Quant à la réouverture d'une ligne Paimboeuf/Nantes, n'y pensons pas !

Routes

Une bonne partie du réseau du Pays de Retz est dégradé. Imaginons des conditions climatiques difficiles (neige, verglas...) Pagaïlle garantie.



La place des pouvoirs publics dans tout cela ? La gestion des routes, c'est une organisation dans laquelle chacun (concessionnaires d'autoroutes, Direction interdépartementale des routes sur le réseau national, Conseil départemental, communes, métropoles) organise ses propres services en fonction de ses moyens.

Il fut un temps où les DDE (Directions départementales de l'Équipement) intervenaient efficacement avec le même matériel sur l'ensemble du réseau...

ÉCOLE

Le pays de Retz paie un lourd tribut : 11 écoles primaires touchées par des fermetures classes, alors que l'Éducation nationale se prévaut d'une « dotation positive » de 64 postes en Loire-Atlantique, surtout attribués au dédoublement de cours préparatoires et aux zones d'éducation prioritaire.



Peut-on accepter que cette dotation qui améliore les conditions de quelques écoles se traduise par la détérioration dans d'autres ? Car là où il y a fermeture d'une classe, cela augmente arithmétiquement le nombre d'élèves par classe restante.

Exemple à Saint-Père en Retz, où les parents se battent pour garder une classe de maternelle ouverte l'an dernier. Raison de la fermeture ? Une contestable baisse « envisagée » des effectifs de l'école. Toujours la même bataille sur les effectifs, liée à cette vision comptable de la gestion de la mission d'enseignement. Cette année, il y a en moyenne 24 élèves par classe. Cela pourrait passer à 33 élèves par classe pendant plusieurs années ! Beaucoup trop pour un enseignement de qualité.

SANTÉ

L'actualité sociale de ces derniers mois a mis en évidence les limites et les conséquences d'une politique de gestion purement comptable de la santé : mal-être au travail pour les salarié-e-s, maltraitance institutionnelle pour les patient-e-s.



Pour mesurer la gravité de la situation, quelques données :

À l'HIPR (Hôpital intercommunal des Pays de Retz), l'absentéisme pour maladie représentait l'équivalent de 72 postes à temps plein en 2016. Ce chiffre est passé à 94,22 en 2017. Tous les jours, il manque 94 agents qu'il faut remplacer...ou pas, selon ce que la direction peut faire. C'est la course à la débrouille : remplacement en interne, recours aux CDD de très courte durée...

Pour le personnel, ce sont des conditions de travail dégradées : alternance jour/nuit, repos récupérateurs insuffisants, plannings sans cesse modifiés, congés refusés ou déplacés, pénibilité physique, charge émotionnelle élevée (dans la santé, on s'occupe avant tout de la souffrance des autres : patient-e-s, mais aussi familles) ... et une difficulté croissante à concilier travail et vie personnelle.

Comment s'étonner des difficultés de recrutement du secteur ? Ainsi au concours d'aïdessoignantes, il y a en 2108, 35% d'inscription en moins par rapport à 2015, et 25% pour le concours d'infirmières.

Malgré ses promesses de ne plus toucher à la santé, le gouvernement annonce 1,2 milliard d'économies sur la masse salariale d'ici la fin du quinquennat. Traduit en emplois, cela fait 30 000 suppressions nouvelles.

IMPÔTS ET TRÉSOR PUBLIC

Une question, un problème de calcul ou de paiement ?

Fermeture de trésoreries : Bourgneuf (transférée à Pornic), Machecoul (transférée à Rezé), Saint-Philbert de Grandlieu (transférée à Nantes), de Mindin -qui s'adressait aux publics fragiles des établissements sanitaires et sociaux- (transférée à Nantes) et, à brève échéance, Paimboeuf (transférée à Pornic).



Prière d'avoir une bonne connexion internet, car joindre les services par téléphone, c'est presque mission impossible...

Ou alors, prévoir une demie-journée de déplacement, et les frais qui vont avec.

POSTE

Autrefois service public emblématique, surtout en campagne, la poste est devenue emblématique de la vision libérale de la société mise en oeuvre depuis des années, et que veut amplifier le gouvernement Macron-Philippe.



Il y a d'abord eu la scission d'avec les télécoms, secteur rentable laissé aux appétits d'opérateurs privés. Il y a eu ensuite glissement de la Poste d'un service public à une société de services pilotée selon les critères d'une entreprise privée.

Concrètement, cela se traduit par :

- des fermetures de bureaux et transfert des activités par la création de relais dans les mairies (par exemple Chauvé) ou dans des commerces (Saint-Michel Chef Chef).
- des réductions d'horaires d'ouverture
- des « services » nouveaux et payants (visites des personnes âgées, aide à la déclaration de revenus...)

Comme dans la santé, le recours aux auxiliaires à statut précaire se développe.

MAIS AUSSI...

Aucun secteur n'est épargné. Ce sont les permanences de la sécu et de la caisse d'allocations familiales qui disparaissent. Ce sont des démarches administratives (permis de conduire, carte d'identité par exemple) qui se compliquent quand on n'a pas accès à internet ou que l'on n'est pas familiarisé avec l'outil informatique...

À chacun de compléter ce premier état des lieux de ses propres observations.

Cheminots, jeunes, retraité-e-s, fonctionnaires, le gouvernement pointe tour à tour du doigt les uns et les autres, les accusant d'être des privilégiés ou des profiteurs, les sommant de faire des efforts, de s'adapter, voire de se libérer du carcan statutaire !

Cette attaque générale contre le monde du travail correspond à un projet global d'une société capitaliste, libérale et très inégalitaire, construite pour les « premiers de cordée », où la place et les conditions de vie de la plus grande partie de la population sont déterminées par les besoins et les intérêts de quelques uns.

PROFITS EN HAUSSE !

PENSIONS EN BAISSSE !

Rien de bien nouveau pour la majorité des retraité-es, après avoir été montrés du doigt comme les nouveaux nantis, voilà qu'ils sont désignés pour relever les petits salaires, en cotisant plus pour la CSG et le reste. Quel mensonge ! Quelle démagogie !



Croit-on vraiment que les retraité-es sont sans mémoire ? Que les salarié-es peuvent donner du crédit à ces salades ? Certes des moyens de pression considérables sont mis en oeuvre pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes, mais la coupe est pleine.

Évidemment, les retraité-es ne sont pas dupes, un grand nombre d'entre elles-eux ont vécu mai 68 et les accords de Grenelle... Ils sont en mesure de vérifier que le gouvernement actuel leur sert les mêmes arguments qu'alors pour justifier les mesures anti-sociales. Et bien entendu pour les mêmes résultats : taxer plus durement encore les humbles en exonérant cyniquement les plus riches.

Voilà des années que l'État accorde des privilèges aux entreprises du CAC 40 soit disant pour relancer l'emploi et dynamiser l'industrie et le commerce. Des sommes considérables leur sont versées sans aucun résultat, ni sur l'emploi ni sur une quelconque relance.

C'est tout simplement scandaleux, voire frauduleux... L'argent public optimise le rendement des dividendes et booste les profits.... Comment doit-on appeler ça ?

Voilà la réalité. Pourtant, rien, pas un mot, pas un débat pour faire le bilan de cet immense gâchis.

Au contraire, ce qui est à l'oeuvre c'est une cure d'austérité pour les salarié-es et les retraité-es, c'est depuis longtemps la politique des bas salaires, c'est la destruction des droits collectifs et la remise en cause des acquis par le mouvement social depuis plus d'un siècle.

Alors qu'en vérité, le bon sens et le principe de bonne gestion voudraient que l'on utilise l'argent public pour aller de l'avant et faire face aux besoins du pays et de sa population.

Mais aujourd'hui les retraité-es sont pris pour cible, ils sont spoliés, privés des droits acquis par une vie entière de travail et de fait dépossédés d'une partie de leurs moyens permettant de vivre décemment.

Le gouvernement, hélas, montre de nouveau son vrai visage : il faut en convenir, il est totalement inféodé au capital financier.



ALLONS-NOUS LAISSER FAIRE ?
TELLE EST LA QUESTION !

Face aux enjeux, nous avons à construire une force sociale capable de mettre en échec la politique antisociale actuelle et mettre fin aux dérives ultra libérales du Président.

Les retraité-es, forts de leurs expertises, ont un rôle important à jouer aux cotés des actifs et de la jeunesse.

Syndiqué-es ou non, le temps est venu de se mettre en mouvement toutes et tous ensemble.